

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023

**Le Centre d'Actions pour
le Développement (CAD) est une organisation
non gouvernementale**



SOMMAIRE

QUI SOMMES-NOUS ? 4

NOTRE MISSION..... 4

NOS OBJECTIFS 4

NOS PROGRAMMES OPÉRATIONNELS.. 4

NOS ACTIONS..... 4

LE MOT DU DIRECTEUR 5

I. LE CAD UNE DYNAMIQUE DE RASSEMBLEMENT 7

II. RÉSUMÉ 9

III. REMERCIEMENTS..... 10

IV. PROJETS MIS EN ŒUVRE EN 2023..... 11

V. QUELQUES CHIFFRES EN 2023..... 12

VI. PRINCIPALES ACTIVITÉS..... 13

1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS13

1.1. Trois (03) ateliers de renforcement des capacités à l'endroit des agents de l'ordre organisés à Ouesso et Gamboma 13

1.2. Trois (03) campagnes d'imprégnation de la DUDH à Brazzaville, Ouesso et Pointe-Noire:..... 14

1.3. Un (01) atelier de validation du guide communautaire de surveillance des droits humains..... 15

1.4. Huit (08) forums communautaires organisés dans 4 Départements 15

2. ASSISTANCE AUX VICTIMES 16

3. MONITORING, DOCUMENTATION ET DIFFUSION..... 16

3.1. Publication du rapport annuel 2023 sur la situation des droits humains..... 17

4. APPUI À LA DÉMOCRATIE 18

4.1. Forum pour la démocratie et l'État de droit..... 18

4.2. Groupe de travail et de pression sur la liberté de manifestation en République du Congo 19

5. PLAIDOYER 19

5.1. Tournée européenne..... 19

5.2. Invité du journal Afrique de TV5 Monde 19

5.3. Interview avec Afrique XXI..... 20

5.4. Participation à l'EPU à Genève 20

5.5. Pour la ratification de la convention des Nations unies contre les disparitions forcées 20

5.6. Sommet des trois bassins 20

6. SENSIBILISATION 21

6.1. La Lettre du CAD..... 21

6.2. Lancement de la chaîne YouTube 21

5.7. Célébration du 10 décembre..... 21

VII. ACTIVITÉS EXTERNES 22

1. ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SUR LA RÉDACTION DU RAPPORT POUR LE COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS 22

2. FORUM POUR LA DÉMOCRATIE EN TANZANIE 22

SOMMAIRE

3. JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE.....	22	IX. CAP SUR 2024	25
VIII. RAPPORT FINANCIER 2023.....	23	1. NOS PARTENAIRES	25
1. BILAN GÉNÉRAL	23	2. LA CAMPAGNE « CAD HORS LES MURS ».....	25
2. RÉPARTITION PAR PARTENAIRE.	23	X. CAD DANS LA PRESSE EN 2023	26
3. EXÉCUTION PAR RUBRIQUE	24		



Qui sommes-nous ?

Nous sommes le Centre d'Actions pour le Développement (CAD), une organisation non-gouvernementale établie en République du Congo, non violente et sans but lucratif indépendante de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute croyance religieuse. Le Centre d'Actions pour le Développement (CAD) a été créé le 27 février 2021 à Brazzaville.

Notre mission

Faire en sorte qu'une culture populaire des droits humains de même que la redevabilité des dirigeants soient ancrées dans nos pratiques pour jeter de manière irréversible les bases de l'Etat de droit en République du Congo. L'émergence d'un Etat de droit n'est pas possible en République du Congo sans la participation effective de la population. La base de l'édifice que constitue l'Etat de droit à construire devra être la plus large possible de sorte que sa viabilité et sa solidité soient l'affaire de tout le peuple.

Nos objectifs

- Promouvoir, valoriser et appuyer le développement socioéconomique ;
- Défendre les droits humains, les libertés individuelles et collectives dont les principes sont énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) de 1948 ;
- Participer à la protection de l'environnement et le climat ;
- Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles.

4

Nos programmes opérationnels

- Programme « Environnement et ressources naturelles » ;
- Programme « Assistance légale aux victimes » ;
- Programme « Campagne et plaidoyer »
- Programme « Politiques publiques et corruption »

Nos actions

designed by freepik

- Nous enquêtons et révélons les faits lorsque les atteintes aux droits humains ont lieu sur l'ensemble du territoire ;
- Nous accompagnons les victimes de violations des droits humains dans la recherche de la justice ;
- Nous renforçons les performances des pouvoirs publics en matière de protection des droits humains ;
- Nous militons pour les lois progressistes qui renforcent la protection des droits fondamentaux ;
- Nous apportons un soutien aux politiques publiques qui promeuvent le développement économique et social et une gestion durable des ressources naturelles ;
- Nous veillons à ce que le Gouvernement congolais respecte ses engagements librement consentis en matière des droits humains, climat et environnement ;
- Nous constituons des groupes de pression et mobilisons des citoyens en faveur du changement ;
- Nous veillons au respect des droits des communautés locales et populations autochtones ;
- Nous brisons l'ignorance et la peur par l'éducation et la formation en droits humains pour aider les gens à revendiquer leurs droits.

LE MOT DU DIRECTEUR



La voix du CAD parcourt le monde. Nous avons eu l'occasion de le vérifier en de nombreuses occasions, notamment lors de la tournée africaine en mars 2023 du Président français. Plusieurs députés français ont mis en évidence le rapport 2022 du CAD sur la situation des droits humains pour interpellier le Président E. Macron sur les relations entre la France et la République du Congo.

Pendant 12 mois, nous avons travaillé comme des fous au point même d'oublier notre droit au repos et aux loisirs. Mais c'était le prix à payer.

2023 a commencé avec la publication, le 22 février, de notre rapport annuel sur la situation des droits humains portant sur l'année 2022. Nous l'avons également clôturé avec la publication, le 8 décembre, du rapport annuel 2023 sur la situation des droits humains. Ces deux rapports publiés dans la même année indiquent une situation inacceptable et préoccupante des droits humains en République du Congo. Cet état de fait nous appelle à plus d'actions et de synergies avec d'autres organisations aussi bien internationales que locales qui œuvrent pour le développement et la promotion des droits humains.

Nous avons mené plusieurs actions en 2023. Il me sera difficile de les énumérer toutes. En quelques lignes, on peut noter que sur le plan organisationnel, nous avons encore fait un pas en avant. Notre dynamique citoyenne pour les droits humains avance tout doucement, nos capacités en communication ont été plus efficaces que l'an passé. Notre site internet et nos réseaux sociaux sont de plus en plus consultés et nos actions davantage relayées dans les médias, y compris internationaux. Plus de 100 articles de presse ont parlé du CAD en 2023. Le travail de mobilisation de fonds s'est poursuivi avec de nouveaux partenaires.

Sur le plan opérationnel, nous avons été présents dans neuf départements, sur l'actualité brûlante dans le pays et sur plusieurs sujets de violation des droits humains. Nous avons affronté l'horreur et redonné le sourire et de l'espoir à plusieurs. Des victimes directes et indirectes ont été assistées, plus d'un millier de jeunes ont

été sensibilisés sur les droits humains et enjeux démocratiques, les performances des pouvoirs publics sur les questions des droits humains ont été aussi renforcées. Nos capacités d'enquête, nos méthodes de travail ainsi que nos actions au plan national se sont renforcées. Nos actions ont été percutantes et abondantes au point d'agacer certaines autorités, notamment judiciaires.

Au plan international, nous avons été au grand rendez-vous de Genève, à l'occasion de la 45ème session de l'Examen périodique universel sur le Congo. A cette occasion, le CAD s'est adressé à la communauté internationale sur la situation des droits humains au Congo. Les premiers documents du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme montrent l'impact de notre travail. Par ailleurs, le CAD a conduit un travail de plaidoyer institutionnel réussi en Europe.

2023 c'est aussi mon passage au grand journal Afrique de la première chaîne de télévision mondiale en français, TV5-Monde. Mon intervention sur le plateau de cette première chaîne mondiale a sans doute renforcé l'audience du CAD ainsi que l'écho sur la situation des droits humains au Congo. Suite à cela, j'ai été interpellé sans cesse. Les uns craignaient pour ma vie, les autres m'encensaient. Des sentiments que je trouve légitimes. J'ai pu en déduire que les gens réalisent peu à peu qu'il est possible de travailler dans un environnement difficile sans protection légale, de faire usage de son droit à la liberté d'expression malgré la surveillance et les méthodes brutales. C'est ce que nous essayons de montrer à la jeunesse congolaise pendant nos forums civiques.

2023 s'est achevée avec son lot de succès et d'échecs puisque les violations des droits humains n'ont pas reculé. Les défis sont encore importants. D'où le sens de ma démarche à la fin de l'année envers quelques organisations de défense des droits humains pour leur montrer l'intérêt de travailler ensemble pour surmonter tous ces défis. Mieux nous serons organisés, mieux nous gagnerons dans cette lutte. Il nous faut unir davantage nos efforts pour un résultat

encore plus grand pour cette année qui commence.

Je ne saurais clore mon mot sans exprimer mon soutien à toutes les familles frappées par le drame d'ORNANO, à tous les jeunes faits infirmes à cause de la torture, à tous les jeunes victimes des disparitions forcées, à toutes les personnes victimes de l'arbitraire et humiliées dans les prisons du pays, à toutes les familles dont les enfants ont été sommairement exécutés par la force publique, celles dont les habitations ont été détruites pour diverses raisons et qui sont sans assistance de l'Etat. Mes pensées sont aussi orientées vers les milliers des congolais privés de leurs droits socioéconomiques les

plus élémentaires, en particulier les peuples autochtones.

Je n'oublie pas nos partenaires, mes collègues, nos membres sans lesquels le CAD n'est rien. Que chacun trouve ici, l'expression de ma profonde gratitude. Mes vœux les meilleurs à toutes et à tous pour cette année 2024. Que le Bon Dieu nous garde et nous bénisse davantage.

Trésor NZILA KENDET
Directeur Exécutif

I. LE CAD UNE DYNAMIQUE DE RASSEMBLEMENT

Pour une jeune organisation de défense des droits humains en République du Congo, la mobilisation des membres est plus qu'une nécessité pour le CAD. Nous voulons être une dynamique de rassemblement pour les droits humains. L'élargissement de notre présence et de notre influence est le deuxième objectif organisationnel que nous nous sommes fixés dans notre plan d'action stratégique 2021-2026.

ÉQUIPE OPÉRATIONNELLE

Cette merveilleuse équipe opérationnelle est composée de quatre collaborateurs permanents.

Il s'agit de :



Dimitri
Sobekela



Guerschom
Gobouang



Monica
Ngalula



Trésor
Nzila

7

LES MEMBRES- TÊTES D’AFFICHE

Cette équipe permanente est appuyée par 91 membres physiques engagés et prêts à poursuivre des actions militantes. En tête d’affiche nous avons :



Marien
Nzikou



Espoir
Mabaya



Luce
Gangoue



Christ
Mvouvoungui



Nathan
Kimpouni



Glenn
Bouka



Anael
Yeke



Camille
Ngoma



Prince
MWKN



Didier
Paoty



Prospere
Mahoukou



Gloirdy
Bouamoutala



Rachide B.



Rikis
Simba



Chancel
Bidier



Rophiel
Essemou



Joseph
Kombo



Dénis
Padison

II. RÉSUMÉ

Le présent rapport d'activités épingle dans les grandes lignes nos **activités majeures** courant 2023. Grâce au soutien financier de nos partenaires, nous avons un peu élargi la couverture de nos actions dans le pays. Nous avons réussi à maintenir la flamme allumée. Le CAD a été **au chevet des victimes de l'arbitraire**. Les populations ont été sensibilisées sur les droits et libertés fondamentales ainsi que sur la démocratie participative. Grâce à certaines de nos initiatives, nous avons favorisé la libre expression citoyenne dans des espaces civiques communautaires. Dans un contexte de verrouillage de l'espace civique, nous avons incité les congolais à ne pas céder leurs libertés individuelles et collectives.

Nous suivons actuellement deux réformes législatives importantes. La première porte sur une réflexion majeure sur la liberté de manifester. Elle a conduit à un projet de texte de loi. Amnesty international et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) ont participé à cette réflexion. La seconde concerne la Convention des Nations unies contre les disparitions forcées. Elle est à une étape très avancée.

Nous avons attaqué en justice des auteurs présumés de violations des droits humains. Plusieurs procédures en justice ont été ouvertes et nous avons largement contribué pour qu'il y ait procès dans une affaire impliquant 5 policiers dont le tristement célèbre **Manounou Romuald** dit Morgan, patron de la funeste brigade de répression du banditisme (GRB).¹

En collaboration avec des acteurs de la justice, le CAD a formé des agents de l'ordre sur les droits humains. A travers nos actions au plan national et international, nous avons réussi à montrer à l'opinion nationale qu'il est possible de faire valoir son droit à la liberté d'expression dans un environnement hostile comme le nôtre. Le CAD a été parmi les initiateurs d'une coalition contre la vie chère au Congo.

Par ailleurs, Notre organisation a été aussi invitée à participer à des activités organisées par d'autres structures à l'intérieur du pays tout comme à l'extérieur. Plus de deux ans après, il devient difficile de s'en passer du Centre d'Actions pour le Développement ; ce qui confirme l'atteinte de notre objectif organisationnel principal : « Être un partenaire de choix dans la défense des droits humains au Congo ».



1 Note de position: affaire braquage arme de trois dames par des policiers en complicité avec des civils - cad congo brazzaville.

III. REMERCIEMENTS

Poursuivons notre objectif d'Être un partenaire de premier plan dans la défense des droits humains au Congo », nous n'avons pas cessé d'accroître notre présence sur le terrain. Nous avons bénéficié pour cela, de l'engagement de nos membres et du dynamisme de notre équipe exécutive.

Toutefois, ce rapport n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien financier de nos partenaires.

Que chacun trouve ici l'expression de notre considération distinguée !

Nos remerciements vont également à l'endroit des victimes, des autorités qui ont collaboré avec nous et des personnes qui nous ont soutenu d'une manière ou d'une autre pendant cette année 2023, sans oublier celles qui suivent sans relâche l'actualité sur nos différents canaux de diffusion/communication.

Merci à tous ceux qui, en quête de justice, ont fait le choix de frapper à nos portes. Puissent-ils nous renouveler leur confiance en cette nouvelle année afin qu'ensemble nous poursuivions le travail enclenché.

Merci à tous !



IV. PROJETS MIS EN ŒUVRE EN 2023

“Agir contre les violations des droits de l’homme”

Est le premier projet du CAD qui a débuté en 2021 grâce au financement de The National Endowment for Democracy (NED). Il répond au climat d’impunité qui règne dans le pays. Il s’est poursuivi tout le long de l’année 2023 avec des missions de monitoring, la lutte contre l’impunité ainsi que la mise en place des espaces civiques.



“Appui à la gouvernance locale et formation des élus en République du Congo”

Financé par le Fond des Nations unies pour la Démocratie (FNUD), ce projet est mis en œuvre dans six départements, et vise notamment à renforcer la participation citoyenne et la construction de la démocratie locale participative dans la zone d’implémentation.

Aux côtés de ces deux grands projets, nous avons deux autres partenaires : Rainforest Foundation UK et Environmental investigation agency (EIA) qui nous appuient respectivement dans le suivi des droits des communautés locales et autochtones vivant dans et en lisière des aires protégées, et la promotion du développement local à travers la transformation locale du bois .

Ce sont ces projets qui ont soutenu l’essentiel de nos actions en 2023.



V. QUELQUES CHIFFRES EN 2023



119 937
Visiteurs sur la
page Facebook



80 907
Visiteurs sur
le site internet



12 000
Interactions sur la
page Facebook



2 098
Atteintes aux droits
humains documen-
tées



1 065
Personnes
sensibilisées sur les
droits humains



810
Manuels
d'apprentissage aux
DH distribués



390
Courriers
émis



100+
Articles de presse
sur le CAD

12



63
Lettres reçues des
administrations et
autres organismes



29
Publications
CAD



11
Missions
d'investigation



6
Conférences
de presse



5
Grandes publications
sur la situation des
droits humains



91 545 081 FCFA
soit **139 559,58 €**
Budget

VI. PRINCIPALES ACTIVITÉS



Le présent rapport marque un arrêt sur les principales activités réalisées en 2023. Il s'agit de :

1. Renforcement des capacités ;
2. Assistance aux victimes ;
3. Monitoring, documentation et diffusion ;
4. Appui à la démocratie ;
5. Plaidoyer ;
6. Sensibilisation

Pour des raisons de concision, nous revenons sur les plus marquantes.

1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Nous avons toujours lutté pour un État respectueux de la personne humaine et de ses droits fondamentaux. Ainsi, conscient de l'arbitraire et de l'ignorance des pouvoirs publics sur ces questions, nous croyons que le renforcement des capacités peut conduire à un changement de pratiques. C'est pourquoi le CAD fait de la formation un axe stratégique pour contribuer à l'amélioration de la situation des droits humains.

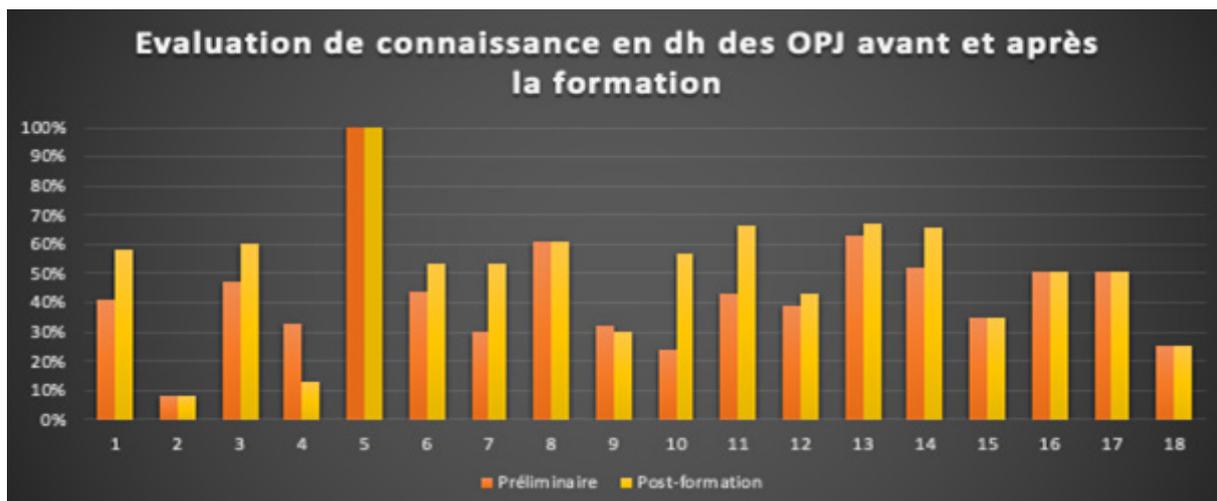
1.1. Trois (03) ateliers de renforcement des capacités à l'endroit des agents de l'ordre organisés à Ouesso et Gamboma

- 77 agents de la force publique formés sur la protection catégorielle des droits de la personne humaine dans le cadre du système pénal et sur l'enquête judiciaire et le respect des droits humains.

Ces formations avaient pour but d'améliorer les pratiques des agents de l'ordre en particulier lors des enquêtes menées par des officiers de police judiciaire afin qu'elles tiennent compte du respect des droits humains. Car nos données indiquent que le risque d'abus intentionnels est plus réel dans les commissariats de police et brigades de gendarmerie que dans des prisons officielles.



- A Gamboma, les bénéficiaires de la formation ont été évalués. Sur 23 policiers et gendarmes formés, l'évaluation pré et post formation ont indiqué que 55% des participants ont amélioré leurs connaissances en droits humains.



Interprétation

Ce graphique présente les données des tests préformation et post-formation auxquels les officiers de police judiciaire ont été soumis. Sur les 18 participants aux tests, plus de 61% témoignent d'un niveau d'alphabétisation moyen et sont aptes à écrire en français. En outre, l'évolution du diagramme en jaune montre une nette progression des connaissances en droits humains à l'issue de la formation. Au total 55% des officiers de police judiciaire ont amélioré leurs connaissances. Il faut néanmoins souligner le fait que certains n'ont pas pu faire usage de la langue officielle à l'écrit. Cette réalité appelle à des réformes importantes y compris lors des recrutements au sein de la police..

la Déclaration universelle des droits de l'homme. A Ouesso et Pointe-Noire, la sensibilisation a été menée en milieu scolaire et a touché 300 élèves des collèges et lycées;



1.2. Trois (03) campagnes d'imprégnation de la DUDH à Brazzaville, Ouesso et Pointe-Noire:

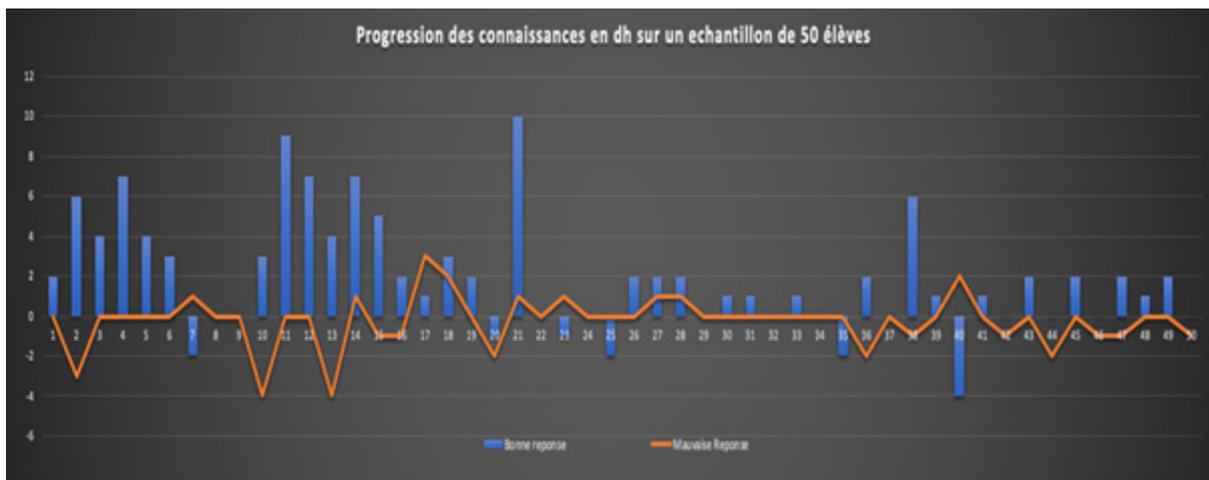
- 360 individus ont été sensibilisés sur



- 310 brochures de la DUDH distribuées;

Ces sensibilisations visent à faire connaître les droits humains auprès des jeunes et élèves des classes de lycées et collèges des villes de Brazzaville, Ouesso et Pointe-Noire. Ces rencontres étaient aussi pour nous l'occasion de montrer à la jeunesse son rôle pour l'émergence d'un Congo prospère et respectueux des droits humains. Elle a été encouragée à dénoncer les abus et dérives des autorités et à s'engager dans des actions citoyennes tendant à réclamer le respect des droits et libertés fondamentaux. A Ouesso, une évaluation des connaissances a été réalisée dans les 5 établissements scolaires sensibilisés.

- 65% des élèves évalués ont amélioré leurs connaissances en droits humains



Interprétation

Le graphique ci-dessus montre des histogrammes de bonnes réponses largement au-dessus 0 et des pics de mauvaises réponses inférieur ou sensiblement égale à 0. 50 élèves pris par groupe de 10 dans 5 établissements sensibilisés constituent l'échantillon et témoignent de l'amélioration des connaissances en droits humains auprès des participants à ces campagnes de sensibilisation.

explication plus approfondie sur la vulnérabilité ait été apportée à l'assistance. Cette présentation a fortement contribué pendant les travaux de révision du guide.

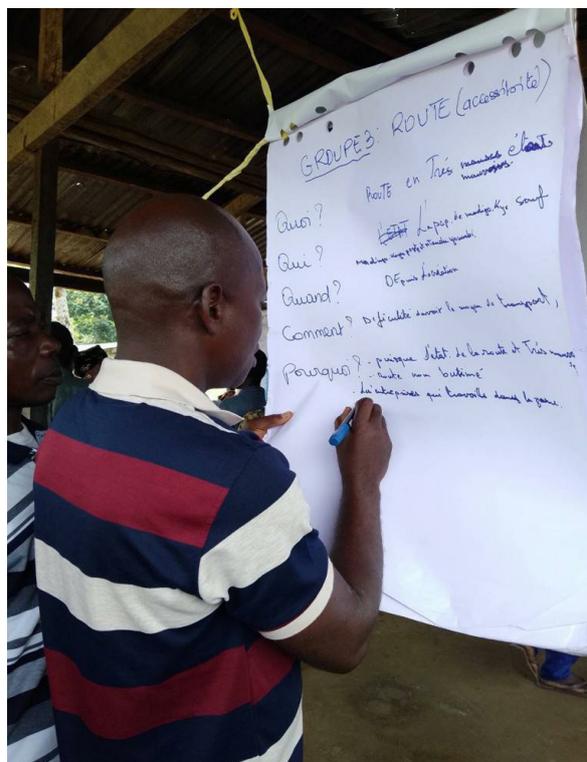
- 500 exemplaires du guide de surveillance des droits humains ont été imprimés

1.4. Huit (08) forums communautaires organisés dans 4 Départements

1.3. Un (01) atelier de validation du guide communautaire de surveillance des droits humains



Nous avons organisé, à Brazzaville, le 29 juin 2023, un atelier de validation d'un guide communautaire de surveillance des violations des droits humains. Ce guide élaboré par le CAD a pour but d'aider les communautés à surveiller et défendre leurs droits. Cet atelier est l'œuvre du projet Appui à la gouvernance locale et formation des élus en République du Congo financé par le Fond des Nations unies pour la Démocratie (FNUD). Les travaux de l'atelier ont été précédés par une communication sur la vulnérabilité et le principe LNOB (Leave No One Behind) faite par Cathy du Bureau de la coordination des Nations unies à Brazzaville. La communication était essentiellement axée sur le respect des droits des personnes vulnérables, après qu'une



- 08 localités touchées : Djambala, Ngo (Département des Plateaux), Ewo, Mbomo (Cuvette ouest), Madingou, Mouyondzi (Bouenza), Loango et Koutou (Kouilou);
- 233 personnes formées dont 71 femmes et 162 hommes;

- 55% des participants ont amélioré leurs connaissances en droits humains à l'issue du test pré et post formation.;
- A Koutou les communautés ont utilisé le Guide communautaire de surveillance des droits humains pour dénoncer et interpeller dans une lettre ouverte, les autorités locales et nationales. Elles ont demandé la prise des mesures concrètes pour améliorer leur situation sociale. Elles ont aussi dénoncé l'impact négatif de la conservation de la biodiversité sur leurs moyens de subsistance.



- 01 procès obtenu¹

Cinq policiers, au nombre desquels l'ex patron de la funeste unité de police "Groupement de répression du banditisme (GRB), le capitaine de police Manounou Romuald dit Morgan, ont été condamnés à de peines privatives de liberté pour association de malfaiteurs, arrestations arbitraires, extorsion, recel et abus de fonction.

- 06 plaintes avec constitution de partie civile introduites sur plusieurs sujets: torture, exécutions sommaires, arrestation arbitraire ;
- 11 personnes arbitrairement détenues libérées;
- Près de 500 personnes ont bénéficié soit de l'assistance juridique soit d'un autre type d'accompagnement .

Ces forums communautaires ont pour but de former les membres des communautés en droits humains, afin de faire d'eux des acteurs dans la défense de leurs droits et de les accompagner dans l'élaboration des cahiers de doléances suite à un processus de diagnostic participatif.



3. MONITORING, DOCUMENTATION ET DIFFUSION

C'est l'activité au cœur du CAD. Plusieurs de nos actions sont alimentées grâce à cette activité qui nous permet d'effectuer un suivi et une analyse indépendante sur la situation des droits humains. Le monitoring et la documentation permettent à l'organisation de diffuser régulièrement des informations sur l'état des droits humains. Nous avons été présents dans les Départements de la Bouenza, Cuvette ouest, Kouilou, Plateaux, Brazzaville et Sangha.

- CAD reste l'une des voix indépendantes dans la défense des droits humains au

¹ <https://www.cad-cg.org/principal/congo-b-les-condamnations-de-lex-patron-de-la-funeste-brigade-de-repression-de-banditisme-et-autres-sont-une-victoire-importante/>

2. ASSISTANCE AUX VICTIMES

Nous avons assisté des victimes en fonction de nos moyens. Notre assistance pour cette année a été d'ordre légal, médical et juridique. On peut se réjouir de certains dossiers ayant connu une suite favorable, donc classés. Par ailleurs, pour d'autres nous redoublerons d'efforts et continuerons d'y travailler ardemment en cette nouvelle année.



niveau national;

- 29 publications ont été réalisées par le CAD;
- Au moins 4 conférences de presse organisées ;
- Plus de 100 articles de presse nationale et internationale ont fait échos de l'action du CAD.



3.1. Publication du rapport annuel 2023 sur la situation des droits humains

Ce rapport a été publié le 8 décembre 2023 en prélude de la célébration de la journée internationale des droits de l'homme. C'était au cours d'une conférence de presse en présentiel au Centre d'informations des Nations unies et diffusée en live sur Ziana-TV. Le rapport a été fortement médiatisé au niveau local et international, y compris par des médias de grande audience comme Agence France Presse (AFP), RFI, et VOA. Nous avons recensé au moins une vingtaine d'articles de presse parlant uniquement du rapport. L'impact positif du rapport est bien visible. Nous avons noté des réactions officielles de plusieurs hautes autorités du pays, y compris du Président de la République.



Parmi les réactions, on note :

- Le ministre en charge de la santé et de la population a organisé un conclave du 15 au 20 décembre 2023 à Dolisie dans le département du Niari. Ces assises ont porté sur la définition des actions prioritaires pour l'année 2024, en vue de l'amélioration du niveau de santé de la population. Notre rapport annuel pointe les défaillances importantes voire mortelles du système de santé et appelle à des mesures correctives.
- Le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique a entretenu les représentants nationaux de la société SOPECO le 18 décembre 2023. Le ministre a laissé entendre la volonté d'une prise en charge de la dette sociale de la Sopeco par l'État congolais. La couverture de notre rapport annuel consacre la violation flagrante des droits des travailleurs de la SOPECO.
- Le 16 janvier 2024, à l'occasion de la rentrée judiciaire de la Cour suprême, le chef de l'État a dénoncé une justice en perte de vitesse et corrompue. Déplorant à cet effet la lenteur dans le rendu des décisions, il a invité les magistrats à améliorer fondamentalement les délais de jugement pour combattre la lenteur qui érode l'image de la justice et ronge sa notoriété ainsi que sa crédibilité devant l'opinion.
- Courant janvier 2024, le commandant des forces de police nationale, le général Jean François NDENGUET, a multiplié des actions médiatiques fustigeant les violations graves des droits humains ainsi que des pratiques de corruption auxquelles se livrent les agents de la police. Il a ainsi traité d'inacceptable et de regrettable les dérives qui sévissent la police, promettant des sanctions sévères à l'encontre de tout agent.



4. APPUI À LA DÉMOCRATIE

Toute l'action du CAD concourt à la promotion du développement et de la démocratie. Au regard du rétrécissement de l'espace civique et de la répression systématique dans le pays face aux voix discordantes, le CAD a mis en place en 2021 le Forum pour la démocratie et l'État de droit au Congo (FoDem). Par ailleurs un groupe de travail et de pression sur la liberté de manifester a été mis en place.



4.1. Forum pour la démocratie et l'État de droit

Le FoDem est une rencontre citoyenne que nous organisons avec les populations dans le but de conforter l'espace civique et favoriser l'essor d'une démocratie participative en République

du Congo. Cette rencontre réunit intellectuels, entrepreneurs, citoyens ordinaires, acteurs politiques, de la société civile et autres pour discuter des problèmes auxquels ils sont confrontés et trouver des solutions afin de pousser les dirigeants à prendre leurs responsabilités. Le FoDem vise aussi à faire remonter les propositions et préoccupations sur les questions de démocratie et droits fondamentaux, de la base à l'exécutif afin que la parole citoyenne soit prise en compte, et que des liens entre citoyens et institutions refassent surface. Deux FoDems ont été réalisés en 2023. A Nkayi (dans la Bouenza) et à Kinkala (dans le pool¹). A côté du FoDem, des rencontres communautaires ont été organisées.



1 <https://www.voaafrique.com/a/congo-brazzaville-les-anciens-miliciens-ninjas-attendent-toujours-leur-r%C3%A9insertion/7298114.html>

- Plus de 12 communautés locales sont actuellement appuyées en vue de l'élaboration des cahiers de doléances afin d'influencer les politiques publiques locales;
- **Plus de 500 individus ont été directement sensibilisés sur les enjeux de la démocratie, y compris au niveau local ;**
- D'autres supports de plaidoyer ont été élaborés dans le but de faire connaître les préoccupations de la base au niveau des gouvernants.



Amnesty International et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) ont largement contribué à l'élaboration de cette proposition de projet de loi.

Un groupe de pression a été mis en place pour inscrire cette réforme dans l'agenda du Gouvernement.



4.2. Groupe de travail et de pression sur la liberté de manifestation en République du Congo



Le CAD a animé un groupe de travail qui a produit un projet de texte de loi portant régime de manifestation au Congo¹.

Un (01) atelier de validation de ce projet de texte de loi a été organisé. Cet atelier a connu la participation des acteurs de la société civile, des partis politiques, syndicalistes, journalistes, juristes et du Centre des Nations unies pour les droits de l'homme et la démocratie basé à Yaoundé.

¹ <https://www.cad-cg.org/principal/tout-savoir-sur-le-travail-du-cad-en-vue-de-la-reforme-sur-le-regime-des-manifestations-au-congo-brazzaville/>

5. PLAIDOYER

5.1. Tournée européenne

Elle s'est déroulée en partenariat avec ACAT-France courant novembre-décembre, et avait pour objectif de présenter les préoccupations du CAD et de l'ACAT-France auprès des autorités européennes et françaises sur les thématiques : torture, disparitions forcées, prisonniers politiques, impunité..., à travers une note de plaidoyer remise aux interlocuteurs institutionnels et adaptée en fonction des cibles. Plusieurs sujets ont été au menu de nos différents échanges. Nous avons également demandé le soutien européen à nos différentes recommandations à l'occasion de l'examen périodique universel sur le Congo.

Lors de ce plaidoyer institutionnel, il a été aussi question de communiquer dans divers médias francophones basés à Paris afin de renforcer l'écho de la situation des droits humains en République du Congo.

5.2. Invité du journal Afrique de TV5 Monde

Le directeur exécutif du CAD a été l'invité du grand journal de TV5- Monde le 21 novembre. Ce passage à TV5 Monde nous a offert la possibilité d'alerter l'opinion internationale sur la situation des droits humains en République du Congo qui se dégrade continuellement . Plus de 26.000 personnes ont suivi cette interview.



5.3. Interview avec Afrique XXI

Afrique XXI est un nouveau magazine français en ligne sans publicité, en accès libre et totalement indépendant. Le directeur exécutif du CAD a aussi passé une interview dans ce média pour parler de la situation préoccupante des droits humains au Congo.

5.4. Participation à l'EPU à Genève

L'Examen périodique universel est un mécanisme du Conseil des droits de l'homme qui assure l'évaluation tous les 4 ans et demi de la situation des droits humains des pays membres de l'ONU. C'est une opportunité pour des organisations de la société civile pour faire entendre leurs voix.



- **Soumission d'un rapport alternatif et participation à la pré-session**

En juillet, le CAD a soumis un rapport alternatif au titre de contribution à la session d'évaluation de la République du Congo. En novembre, le CAD a participé à la pré-session 45 de l'EPU. La pré-session est une conférence portant sur la situation des droits humains au sein d'un État spécifique. Elle favorise une plus grande participation des ONG et offre à des missions permanentes à Genève et à la communauté internationale des informations de première main.

- Le CAD a eu l'occasion de présenter directement à la communauté internationale ses préoccupations sur les droits humains dans le pays;
- Les préoccupations du CAD figurent clairement dans le rapport préliminaire du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

5.5. Pour la ratification de la convention des Nations unies contre les disparitions forcées

Nous avons poursuivi notre plaidoyer en faveur de la ratification par la République du Congo de la convention des Nations unies contre les disparitions forcées. Le CAD a produit 10 correspondances à l'endroit des autorités en charge de la question leur demandant de finaliser le processus enclenché. D'autres actions ont été menées.

- L'ONG ACAT-France a accepté de soutenir notre plaidoyer en faveur de la ratification de cette convention. En février 2023, elle a produit un magazine spécial sur la question des disparitions forcées au Congo¹;
- Nous avons appuyé le service des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères à finaliser le dossier à leur niveau;
- Le 4 juillet 2023 le Ministère des affaires étrangères a bouclé et transmis le dossier avec avis favorable au Secrétariat général du Gouvernement pour enclencher la procédure de ratification.



5.6. Sommet des trois bassins

A l'occasion du Sommet des Trois Bassins, le CAD a facilité l'organisation d'une conférence de presse de la société civile et des peuples autochtones sur les menaces liées à la déforesta-

¹ <https://www.acatfrance.fr/public/h28-focus.pdf>

tion tropicale. Trois segments ont constitué l'ossature de la rencontre.

- **Segment 1**: Témoignages des communautés forestières de la RDC menacées par l'attribution de concessions pétrolières;
- **Segment 2**: Présentation: des menaces sur les trois bassins;
- **Segment 3**: Déclaration de la société civile et des peuples autochtones appartenant aux trois bassins.



6. SENSIBILISATION

Nous avons utilisé notre Newsletter et nos réseaux sociaux afin de sensibiliser l'opinion publique ainsi que nos followers et abonnés.

6.1. La Lettre du CAD

C'est la Newsletter du CAD. Gratuit, il est destiné chaque trimestre au grand public et informe sur les actions et analyses du CAD sur le Congo. Quatre numéros ont été publiés, et traitent de plusieurs sujets se rapportant aux droits civils, politiques et socioculturels.

6.2. Lancement de la chaîne YouTube

Pour contourner le refus d'espace dans les médias traditionnels, CAD lancé sa chaîne YouTube et sa propre émission " LA VOIX INDÉPENDANTE". C'est une émission consacrée à la sensibilisation sur les questions des droits humains et de démocratie.

Nous avons aussi utilisé WhatsApp et Twitter pour sensibiliser sur la situation des droits humains au niveau national.

L'ÉMISSION «LA VOIX INDÉPENDANTE»

LE LOGO : LOGO COMPOSÉ

Nous avons fait le choix de créer un **logo composé** (symbole + nom). Ceci nous permet de véhiculer un message fort sans que ce dernier ne soit source de complication et de multiplication des éléments dans le logo, ce qui compliquerait la lisibilité du logo, sa compréhension au premier abord et sa fonctionnalité.



**LA VOIX
INDÉPENDANTE**

LE SYMBOLE



Le symbole du logo est constitué d'une main, brandissant un micro. Le micro possède à son extrémité inférieure une chaîne cassée. Cela symbolise le triomphe de la voix opprimée. L'expression d'une liberté retrouvée de s'exprimer. Ce symbole fort est ancré dans le symbole du bouton «Play» représentant l'action de lire un fichier multimédia, pour rappeler le fait que «La voix indépendante» est un projet médiatique. Tout ce symbole a été mis aux couleurs du CAD Congo, porteur de l'initiative.

LES DÉCLINAISONS

Fonds blancs

Fonds jaunes

Fonds noirs



5.7. Célébration du 10 décembre

A l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits de l'homme, le CAD a apporté une plus value dédiée à cette journée à travers un concert de slam axé essentiellement sur les questions des droits humains. C'était la deuxième édition du concert slam pour les droits humains.

- Environ 300 personnes ont été sensibilisées lors de ce concert.

Ce concert a permis également de parler du rapport annuel sur la situation des droits humains au Congo, épinglant quelques cas de violation documentés au travers des textes déclamés par les artistes.



VII. ACTIVITÉS EXTERNES

En dehors de notre propre agenda, le CAD a participé à des activités organisées par d'autres organisations au plan local et africain. Il s'agit entre autres:

1. ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SUR LA RÉDACTION DU RAPPORT POUR LE COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS



Cet atelier a été organisé par le Bureau régional pour l'Afrique centrale du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. L'objectif général de l'activité était de fournir une assistance technique et de renforcer les capacités du gouvernement du Congo Brazzaville afin qu'il puisse s'acquitter de ses obligations en matière de présentation de rapports à tous les organes de traités, mais en particulier au CDESCR. Le CAD a activement participé à cette activité et a partagé son expérience au cours de cet atelier.

2. FORUM POUR LA DÉMOCRATIE EN TANZANIE

La deuxième édition de la conférence Africa Drive for Democracy (D4D) tenue à Arusha en Tanzanie, en juillet 2023, a rassemblé une diversité d'acteurs africains qui militent pour l'émergence de la démocratie en Afrique. Le Centre d'Actions pour le Développement (CAD) a été représenté à cette conférence de haut niveau par son directeur exécutif. L'objectif principal de la conférence a été de faire le point sur

l'état de la démocratie sur le continent, mais aussi de mettre en lumière les réalisations des mouvements démocratiques africains et les défis rencontrés, de tirer les leçons, et d'élaborer des approches tournées vers l'avenir afin de promouvoir des démocraties dynamiques et inclusives. Des idées de projets et d'actions innovantes ont émergé pendant ces assises



3. JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE

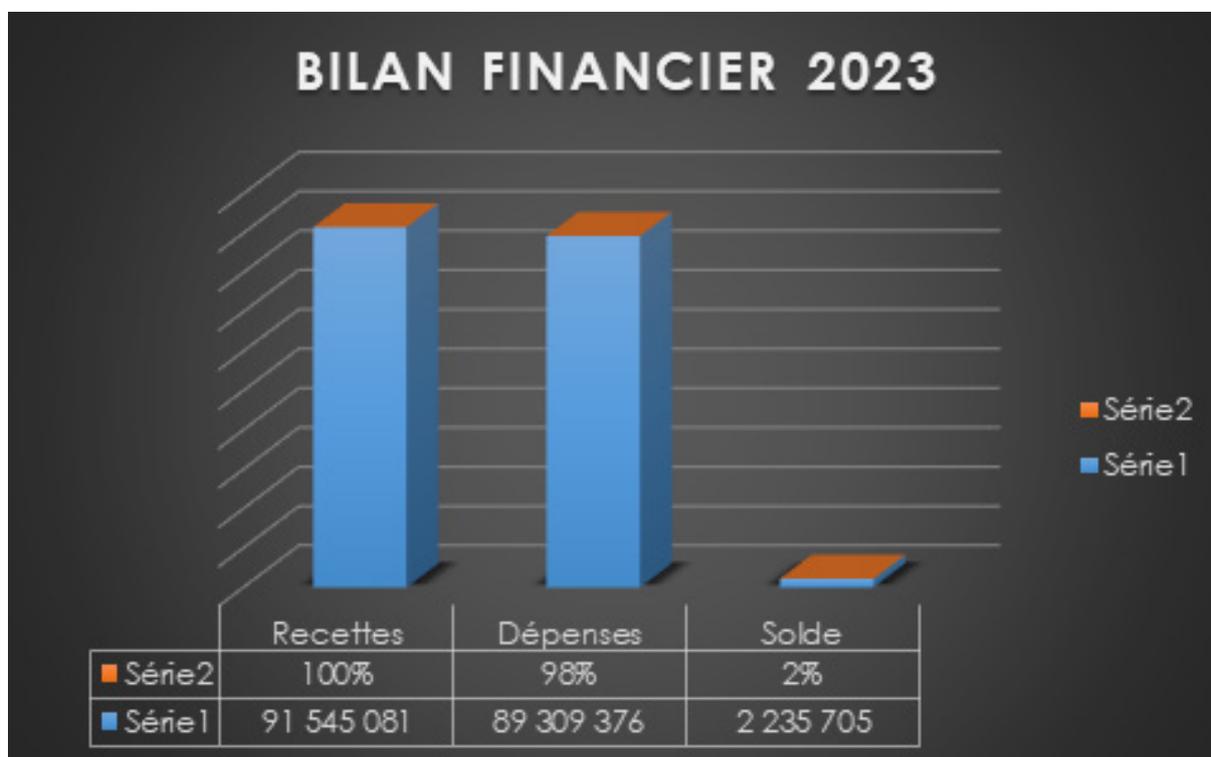
Le 15 septembre le CAD a participé à la réunion de restitution de l'enquête Afrobarometer du round-9 sur la qualité de la démocratie en République du Congo. Cette activité a été animée par l'ONG Avenir Nepad-Congo. L'enquête n'a fait que confirmer une situation préoccupante concernant les libertés fondamentales dans le pays.



VIII. RAPPORT FINANCIER 2023

1. BILAN GÉNÉRAL

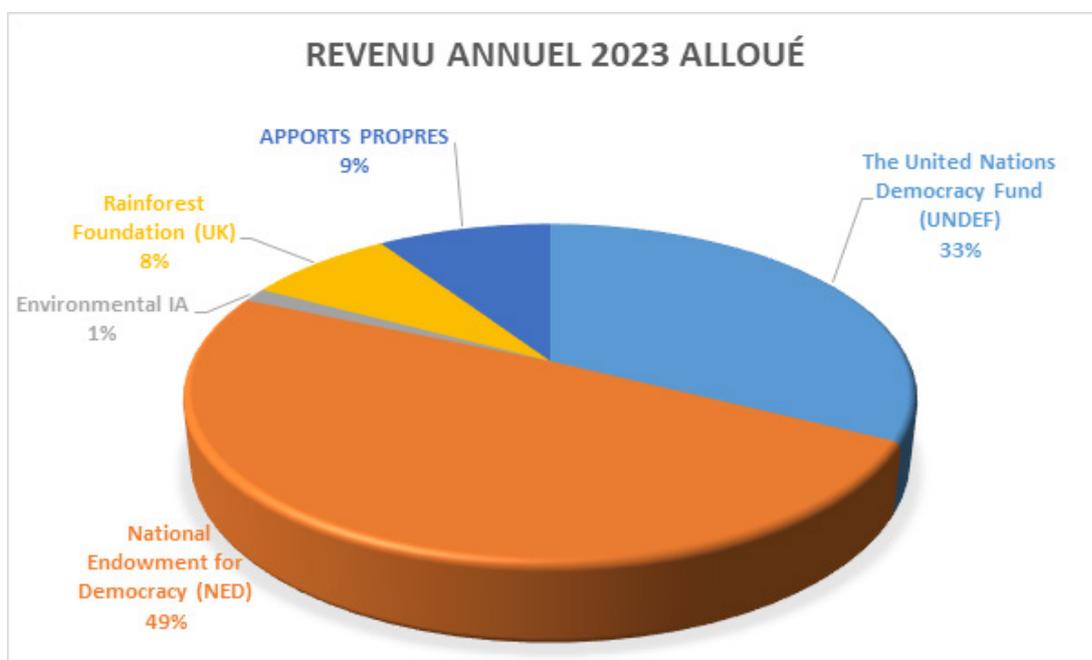
Le graphique ci-dessous traduit la situation financière du CAD en 2023. Il renseigne sur le budget global mobilisé, les dépenses réalisées ainsi que le solde à la clôture de l'exercice financier.



23

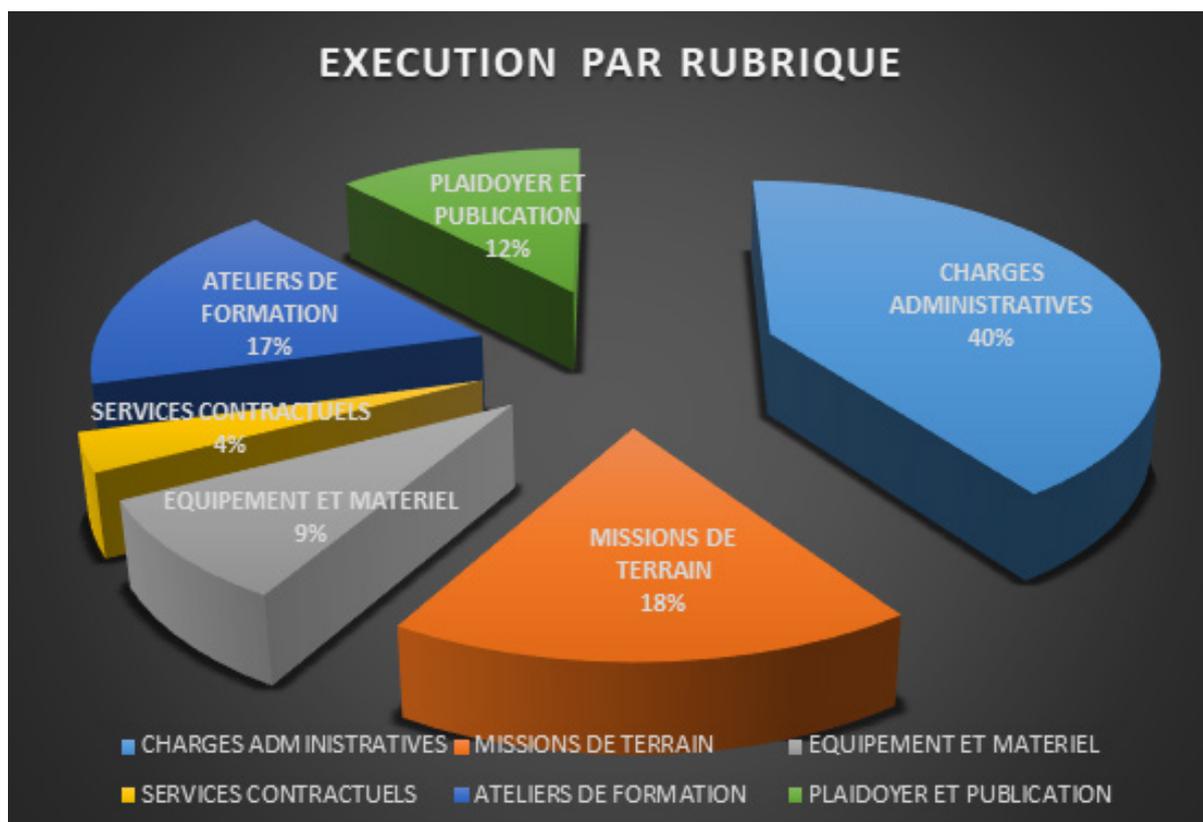
2. RÉPARTITION PAR PARTENAIRE

Le graphique ici illustre les apports de nos différents partenaires en pourcentage.



3. EXÉCUTION PAR RUBRIQUE

Cette figure indique la ventilation des dépenses engagées par rubrique. Les charges administratives représentent 40% des recettes contre 60% pour les activités.



IX. CAP SUR 2024

1. NOS PARTENAIRES

2024 débute avec les partenaires suivants:

- **The National Endowment for Democracy (NED)**
- **Fonds des Nations pour la démocratie (FNUD)**
- **Fonds des Nations Unies pour les victimes de la torture**
- **The Rainforest Foundation RFUK**
- **Environmental Investigation Agency (EIA)**

Nous sommes toujours en attente d'une éventuelle subvention de la délégation de l'Union européenne. Notre demande a été considérée comme éligible mais reste dans la liste de réserve valable jusqu'au 31/03/2024.

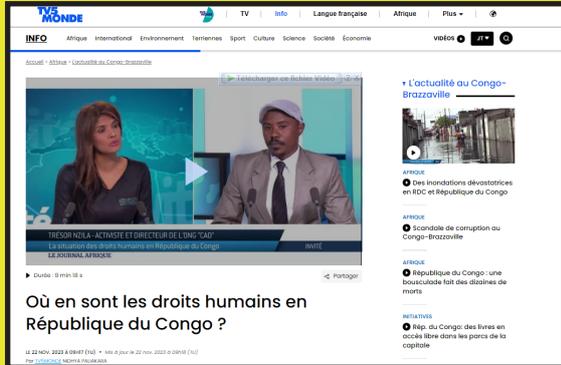
La mobilisation de fonds reste une tâche permanente.

2. LA CAMPAGNE « CAD HORS LES MURS »

Dans notre vision d'être au plus près des populations, nous allons lancé en janvier 2024 une campagne intitulée « **CAD hors les murs** ». Cette campagne nous amènera hors de nos locaux , pour mieux informer les citoyens sur ce que nous menons comme combat et suivre de près les violations des droits humains.



X. CAD DANS LA PRESSE EN 2023



VIDÉO. Où en sont les droits humains en République du Congo ? | TV5MONDE - Informations



Congo : au moins 31 morts dans une bousculade lors d'un recrutement de l'armée à Brazzaville



Congo : Enquête ouverte après la mort d'une trentaine de jeunes dans une bousculade



Au Congo, «le déni des droits humains est au pouvoir», affirme une ONG - La DH/Les Sports+



<https://www.voafrique.com/a/au-congo-le-deni-des-droits-humains-est-au-pouvoir-selon-une-ong/7389654.html>



L'UE veut aider Brazzaville à professionnaliser sa police – DW – 14/06/2023

Au Congo, «le déni des droits humains est au pouvoir»

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231210-congo-brazzaville-les-atteintes-aux-droits-de-l-homme-ont-explose-en-2023-s-alarme-l-ong-cad>

Congo-Brazzaville: les atteintes aux droits de l'Homme ont explosé en 2023, s'alarme l'ONG CAD

Congo-Brazzaville: les atteintes aux droits de l'Homme ont explosé en 2023, s'alarme l'ONG CAD

«Congo-Brazzaville : Rapport accablant révèle des violations massives des droits humains et appelle à l'action internationale» - Fatshimetric

Article similaire à Congo-Brazzaville: les atteintes aux droits de l'Homme ont explosé en 2023, s'alarme l'ONG CAD

PNNP (Parc national Ntokou-Pikounda) : Un rapport du C.a.d dénonce le non-respect des droits des communautés locales - lhorizonafricain

Brazzaville : Un policier auteur d'une blessure par balle contre un jeune arrêté par la gendarmerie - lhorizonafricain

Journée internationale Nelson Mandela : Détenus, mais humains avant tout - lhorizonafricain

CENTRE D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT (CAD) : Projet de loi portant régime des manifestations validé - lasemaineafricaine 2023

GOUVERNANCE LOCALE : La décentralisation souffre encore de beaucoup de lacunes - lasemaineafricaine 2023

JUSTICE POPULAIRE : Les exécutions sommaires en inquiétante augmentation au Congo - lasemaineafricaine 2023

DROITS HUMAINS : Expulsions forcées des familles dans les campements situés dans le parc national Ntokou-Pikounda - lasemaineafricaine 2023

Gestion des communautés : le projet «Appui à la gouvernance» au profit des élus locaux | adiac-congo.com

Congo-Brazzaville: Gestion des communautés - Projet 'Appui à la gouvernance' au profit des élus locaux - allAfrica.com

DROITS HUMAINS : Les atteintes et les violations en augmentation - lasemaineafricaine 2023

[rfi.fr/Au Congo-Brazzaville](https://rfi.fr/Au-Congo-Brazzaville), une ONG réclame «des mesures pour assainir l'appareil sécuritaire»

[roi.fr/Monica Ngalula](https://roi.fr/Monica-Ngalula), une défenseure des droits des femmes au Congo-Brazzaville

[ivoox.com/une défenseur des droits des femmes](https://ivoox.com)

rfi.fr/Congo-Brazzaville: l'interdiction de l'exportation de bois en grumes fait débat

[impact.sn/Au Congo](https://impact.sn), le gouvernement a décidé, dès le début de l'année 2023, d'interdire l'exportation de ces g...

rfi.fr/Congo-Brazzaville: face à la vie chère, des ONG se regroupent en coalition

[voa.afrique/Droits humains](https://voa.afrique): «gouvernance par la terreur» au Congo-Brazzaville, selon une ONG

africacenter.org/Congo-Brazzaville: l'interdiction de l'exportation de bois en grumes fait débat

Vox Congo/Le directeur exécutif du Centre d'action pour le développement (CAD), Trésor Nzila a rendu public, le 10 mars à Brazzaville, au cours d'une conférence de presse, les conclusions de la mission de suivi des droits

Lutte contre la vie chère au Congo: une coalition d'organisations de la société civile a vu le jour - lhorizonafricain

Inflation : une coalition d'ONG opposée à une nouvelle augmentation des prix du carburant | adiac-congo.com

Droits de l'homme : le CAD déplore les actes de torture | adiac-congo.com

tsielekatv/Le centre d'action pour le développement dénonce les bavures policière

VIDÉO. Congo-Brazzaville : quel bilan pour le gouvernement Collinet Makosso ? | [TV5MONDE - Informations](http://TV5MONDE-Info.com)

L'UE veut aider Brazzaville à professionnaliser sa police – DW – 14/06/2023

voaafrique.com/droits-humains-gouvernance-par-la-terreur-au-congo-brazzaville-selon-une-ong

journaldebrazza.com/congo-debut-du-projet-de-professionnalisation-de-la-police

[lesdepechesdebrazzaville.fr/Le Centre d'action pour le développement \(CAD\) a officiellement lancé, le 31 mars à Brazzaville, le projet Appui à la gouvernance locale et formation des élus, une initiative qui vise à impliquer la population dans la gestion de sa localité/](http://lesdepechesdebrazzaville.fr/Le-Centre-d'action-pour-le-developpement-CAD-a-officiellement-lance-le-31-mars-a-Brazzaville-le-projet-Appui-a-la-gouvernance-locale-et-formation-des-elus-une-initiative-qui-vise-a-impliquer-la-population-dans-la-gestion-de-sa-localite/)

[ivoox.com/Descripción de Droits humains: «gouvernance par la terreur» au Congo-Brazzaville, selon une ONG - février 23, 2023](http://ivoox.com/Descripción-de-Droits-humains-«gouvernance-par-la-terreur»-au-Congo-Brazzaville-selon-une-ONG-février-23-2023)

[sacer info-publication rapport 2022](http://sacer.info-publication-rapport-2022)

situation des droits humains Amnesty International

tsieleka tv/Le centre d'actions pour le développement va appuyer la gouvernance locale

Le parti de Sassou Nguesso vainqueur sans surprise des sénatoriales congolaises

Au Congo, le parti de Sassou Nguesso vainqueur sans surprise des sénatoriales - Jeune Afrique

ACTU CONGO : Trésor NZILA, directeur du centre d'actions pour le développement, une organisation de droits de l'homme, exige une enquête indépendante sur le drame du stade d'Ornano à Brazzaville

voaafrique-les-anciens-miliciens-ninjas-attendent-toujours-leur-insertion

20minutes-Enquête ouverte drame d'ornant

Congo : »les violations des droits humains sont massives« (T. Nzila)

Cocotte-Minute/CONGO-BRAZZAVILLE. UNE JEUNESSE EN DÉSHÉRENCE, UNE SOCIÉTÉ EN ÉBULLITION

Des organisations autochtones, environnementales et de défense des droits de l'homme critiquent le sommet des trois bassins pour les menaces croissantes qui pèsent sur les forêts tropicales.

Le sommet des trois bassins ne parvient pas à prendre des mesures audacieuses pour lutter contre la déforestation tropicale

SOMMET DES 3 BASSINS. Conférence de presse de la société civile et des peuples autochtones

lasemaineafricaine.info/sommet-des-trois-bassins-forestiers-la-societe-civile-sonne-lalarme/

Forest guardians excluded from Three Basins Summit - Rainforest Rescue

Sommet des trois bassins: la société civile veut du concret.

Ihorizonafricain-elaboration d'une proposition de projet de loi sur le droit de manifester

Congo: le parti de Sassou Nguesso vainqueur sans surprise des sénatoriales | Mediapart

Le Congo décrète un jour de deuil national après la mort de 31 personnes lors d'un recrutement militaire

Au Congo, 31 personnes perdent la vie durant un recrutement de l'armée

dac-presse.com/congo-brazzaville-une-jeunesse-en-desherece-une-societe-en-ebullition/

2098 VIOLATIONS DES DROITS L'HOMME, SELON LE CAD- Arsène Séverin officiel

drtv international hd/rapport annuel 2023 tituba

drtv international- conférence de presse sur le rapport annuel 2023

tsielekatv-le CAD publie son rapport annuel 2023

le cad sur le plateau de tsieleka tv

Vox Congo/CAD Répertoire 2098 cas de violations des droits humains

lhorizonafricain.com/le-c-a-d-a-publie-un-rapport-alarant-sur-les-atteintes-des-droits-de-lhomme-au-congo/

Congo-Brazzaville: les atteintes aux droits de l'Homme ont explosé en 2023, s'alarme l'ONG CAD

Ziana TV/DROITS HUMAINS. Congo, le père d'une victime dénonce la justice éthique en cours dans le pays

journaldebrazza.com/CAD –Congo : plus de 2 000 cas de violation des droits humains en 2023

vos afrique/Au Congo, «le déni des droits humains est au pouvoir»

Au Congo, «le déni des droits humains est au pouvoir», affirme une ONG - La DH/Les Sports+

Droits de l'homme : le CAD déplore la persistance des cas de violence | adiac-congo.com

Conférence de presse la situation des droits humaine en république du Congo

ZIANA TV/Présentation du rapport annuel du CAD

Leading Congo Rights Group Blasts Increase In Abuses | Barron's

#CONGO-BRAZZAVILLE : LA TERREUR ET LE CRIME ÉRIGÉS EN MODE DE GOUVERNANCE

Droits de l'homme : le CAD sensibilise à travers le slam | adiac-congo.com

Congo : au moins 31 morts dans une bousculade lors d'un recrutement de l'armée à Brazzaville

Les atteintes aux droits de l'Homme ont explosé en 2023, à en croire un rapport publié par le Centre d'actions pour le développement, CAD en sigle - Vues d'Afrique (French) - Omny.fm

Journée internationale des droits de l'homme : Un concert de slam organisé par le C.a.d à Bacongo - lhorizonafricain

Une annonce qui passe mal au Congo-Brazzaville – DW – 20/01/2023

go.gale.com/Interdiction d'exportation des grumes - Le CAD invite les autorités à plus de ténacité.

Tortures et exécutions sommaires préoccupent les défenseurs des droits de l'homme - lhorizonafricain

C.a.d (Centre d'actions pour le développement) : Lancement d'un programme de démocratie participative - lhorizonafricain



1620, AVENUE DES TROIS MARTYRS, ARRÊT PAPA GAZ - BATIGNOLLES. BRAZZAVILLE, RÉPUBLIQUE DU CONGO